



Bally Bagayoko : « **Mon élection** est un test pour la République »

Élu dès le premier tour lors des dernières élections municipales à Saint-Denis, Bally Bagayoko a vu sa victoire aussitôt ternie par un flot de réactions racistes. Il revient sur cet épisode, aussi marquant que peu surprenant à ses yeux.

Votre élection est la première d'un maire noir dans une grande ville, à l'exception de Paris, sous la III^e République. Elle a provoqué un torrent de réactions haineuses et racistes. Comment avez-vous analysé ces faits ?

Bally Bagayoko : cette élection a eu une portée qui dépasse largement Saint-Denis et Pierrefitte : devenir le premier maire noir d'une grande ville de France métropolitaine, hors III^e République, a touché quelque chose de profond dans notre pays. Et la réaction qu'elle a déclenchée en dit long.

Dès le soir du résultat, mes propos ont été déformés : un duplex où j'évoquais l'histoire de la ville a été transformé en quelque chose que je n'ai jamais dit, repris ensuite en boucle par des comptes d'extrême droite puis par des médias qui auraient dû vérifier avant de relayer. Ce n'est pas un hasard, ni une maladresse : c'est un mécanisme bien rodé, où la rumeur précède la vérité et où, une fois lancée, elle continue de circuler même démentie.

J'y vois deux dimensions, médiatique d'abord : certaines chaînes ont fait du commentaire de mon élection un objet de polémique permanente, jusqu'à tenir des propos ouvertement racistes à mon sujet ; sociétal, ensuite : ce déferlement révèle qu'une partie de notre pays n'a toujours pas accepté qu'un enfant de quartier populaire, fils de parents maliens, puisse être élu pour diriger une ville de cette importance. Le cyberharcèlement qui a suivi n'est pas un dommage collatéral, c'est la suite logique de ce refus. J'ai choisi de porter plainte, demandé des comptes aux médias responsables, et surtout refusé l'idée qu'il faille « passer l'éponge » pour avoir la paix.

Quelques jours après cette élection, vous avez appelé à un grand rassemblement antiraciste à Saint-Denis, en appelant à faire revivre le « combat des combats » qu'est la lutte contre le racisme. Qu'entendez-vous par là ?

Cet appel, ce n'était pas un réflexe défensif, c'était une conviction : la lutte contre le racisme n'est pas une cause parmi d'autres, c'est la condition de toutes les autres. On ne peut pas parler de justice sociale, de répartition des richesses, d'accès aux services publics, ni même d'égalité des droits ou d'écologie si une partie de la population continue d'être assignée à une place inférieure du seul fait de son origine ou de sa couleur de peau.

Sans ce « combat des combats » contre le racisme, les autres combats progressistes restent incomplets. C'est aussi un message à destination de tous ceux qui se sont sentis visés par ce qui m'est arrivé : les habitants des quartiers populaires, les enfants de l'immigration, toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans ce parcours. Ce rassemblement, ce n'était pas « Bally contre ses détracteurs », c'était un sursaut collectif, rassemblant associations, syndicats, citoyens, pour dire que la France de 2026 ne peut pas se construire sur l'exclusion d'une partie de ses enfants.

Ces dernières années, on a beaucoup parlé de racisme culturel, laissant entendre que le racisme biologique avait disparu. Les réactions après votre élection tendent à prouver le contraire. Qu'en pensez-vous ?

On nous a longtemps expliqué que le racisme avait changé de nature : qu'il ne visait plus la couleur de peau mais la « culture », la religion, les « valeurs ». Cette grille de lecture a parfois servi à minimiser ou euphémiser une réalité plus brutale.

Ce qui s'est passé après mon élection – les références à des « grands singes » ou à des « chefs de tribu », tenues sur un plateau de télévision – n'a rien de culturel. C'est du racisme biologique au sens le plus classique et le plus ancien du terme : une hiérarchisation des êtres humains, fondée sur l'apparence. Et je ne suis pas un cas isolé : d'autres jeunes femmes et hommes issus de l'immigration, élus ou engagés en politique ces dernières années, ont subi le même type d'attaques. Cela démontre que ce racisme

« Ce qui s'est déversé après mon élection puisait dans un imaginaire très ancien, celui qui associe la personne noire à l'animalité, à la sauvagerie, à l'absence de civilisation. Ce ne sont là des stéréotypes coloniaux qui n'ont jamais été soldés et qui resurgissent intacts, dès qu'on leur en donne l'occasion. »



© SERGE D'IGNAZIO (WWW.FLICKR.COM/PHOTOS/119524765@No6)

Bally Bagayoko le 21 juin 2026, lors de la Marche contre le racisme et l'extrême droite. « Ce rassemblement, dit-il, ce n'était pas "Bally contre ses détracteurs", c'était un sursaut collectif, pour dire que la France de 2026 ne peut pas se construire sur l'exclusion d'une partie de ses enfants. »

mes origines. Ce que j'ai vécu après mon élection, ce n'est pas une découverte : c'est une confirmation, à une échelle nationale, de ce que beaucoup d'entre nous savent depuis l'enfance.

Pensez-vous que votre parcours puisse servir d'exemple à la jeunesse des quartiers populaires ?

Oui, je pense que mon parcours peut être un point d'appui pour cette jeunesse ; pas comme un exemple à copier mécaniquement, mais comme une preuve que les portes qu'on nous dit fermées peuvent s'ouvrir. J'ai grandi en HLM, dans un quartier qu'on désigne souvent uniquement par ses difficultés, et j'ai pu, par l'engagement, les études, le sport, le collectif, devenir maire de ma ville.

Le message que j'ai envie de transmettre aux jeunes est simple : ne laissez personne décider à votre place de ce que vous avez le droit de devenir. On vous dira que la politique, les responsabilités, ce n'est pas pour les enfants des quartiers de Franc-Moisin, de Cosmonautes, de la cité des 4 000 ou d'ailleurs. C'est faux. Et le racisme que j'ai subi après mon élection est justement la preuve que cette ambition dérange. Le fait qu'elle ait pu aboutir devrait, au contraire, vous donner encore plus de raisons d'y croire et de vous engager, dans la politique, dans l'associatif, dans tous les domaines où vous voulez peser.

Et pour conclure ?

Ce qui s'est joué depuis mon élection dépasse ma propre situation. C'est un test pour notre République : est-elle capable d'accepter que ses fils et ses filles, quelles que soient leurs origines, accèdent à toutes les responsabilités ? Les plaintes, les enquêtes en cours sont nécessaires, mais elles ne suffiront pas. La réponse doit être aussi collective, politique, médiatique.

Je veux que Saint-Denis-Pierrefitte, et au-delà, soit un symbole : celui d'une France qui se regarde enfin telle qu'elle est, dans toute sa diversité, et qui refuse de laisser le racisme dicter qui a le droit de la représenter. C'est le sens de l'engagement que je continuerai à porter, avec et pour celles et ceux qui se sont reconnus dans ce combat. ●

Propos recueillis par Marie-Christine Vergiat, coprésidente de la fédération LDH de Seine-Saint-Denis

n'a jamais disparu ; il s'était simplement fait plus discret, ou plus habile à se cacher derrière d'autres mots, avant de ressurgir au grand jour dès qu'une situation — une victoire électorale, une visibilité nouvelle — vient le bousculer.

Lilian Thuram a dit que ce déferlement de haine était « nourri des stéréotypes ancestraux de la négrophobie ». Pensez-vous, au regard de votre histoire personnelle, que le racisme anti-Noir a ses propres spécificités ?

Je rejoins ses propos : ce qui s'est déversé après mon élection puisait dans un imaginaire très ancien, celui qui associe la personne noire à l'animalité, à la sauvagerie, à l'absence de civilisation. Ce ne sont pas des injures inventées sur le moment, ce sont des stéréotypes coloniaux qui n'ont jamais été soldés et qui resurgissent intacts, presque mot pour mot, dès qu'on leur en donne l'occasion.

Le racisme anti-Noir a sa propre histoire — celle de l'esclavage, de la colonisation, de la déshumanisation organisée — et donc ses propres ressorts, qui ne se confondent pas totalement avec d'autres formes de racisme ou de discrimination, même si toutes méritent d'être combattues avec la même détermination.

Pour moi qui suis né en France de parents maliens, qui ai grandi dans un quartier populaire de Saint-Denis, ce n'est pas un sujet théorique. J'ai grandi avec la conscience que mon parcours serait scruté, jugé, parfois contesté d'avance, simplement à cause de